

Édito

Asile : entre peur légitime et dérapages

Par Jean-Claude Matgen

Le risque est réel de voir certains des candidats à l'asile actuellement parqués dans la "jungle" de Calais, dans l'attente d'un improbable passage au Royaume-Uni, s'aventurer du côté de Zeebrugge si leur campement devait être démantelé, comme l'a annoncé le gouvernement français.

Les autorités locales, provinciale et fédérale belges veulent à tout prix éviter qu'un nouveau village de tentes et d'abris de tôle ne s'érige sur la Côte belge. On peut les comprendre. Ce qui se passe à Calais est, en effet, scandaleux, tant pour les demandeurs d'asile, à qui l'on impose une existence indigne, que pour les riverains, soumis à une pression insupportable.

On admettra donc que gouvernement et communes prennent des mesures pour contenir un éventuel afflux de migrants, même si la fermeture de la frontière porte un nouveau coup dur à Schengen. Encore faut-il faire la différence entre anticiper une crise et profiter d'un climat tendu pour justifier tout et n'importe quoi. Fallait-il, pour défendre le lucratif tourisme côtier et le confort des habitants de Knokke que Léopold Lippens, le bourgmestre de la station chic, prône la création d'un camp "comme Guantanamo mais sans la torture" (page 4) ?

Fallait-il que les autorités présentent le personnel de la SNCB d'appeler la police dès qu'il croit voir un réfugié en gare de La Panne ou d'ailleurs ?

Fallait-il que le gouverneur de la province de Flandre occidentale prie la population de ne plus "nourrir les demandeurs" pour éviter qu'ils ne pullulent, comme s'il s'agissait de mouettes envahissantes ?

La situation est préoccupante mais les dérapages qu'elle engendre le sont encore plus.